

Philippe Hamelin

Frontière, migration et environnement en Amazonie

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Philippe Hamelin, « Frontière, migration et environnement en Amazonie », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 18 - n°2 | 2002, mis en ligne le 09 juin 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://remi.revues.org/1639> ; DOI : 10.4000/remi.1639

Éditeur : Association pour l'étude des migrations internationales

<http://remi.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://remi.revues.org/1639>

Document généré automatiquement le 11 février 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Université de Poitiers

Philippe Hamelin

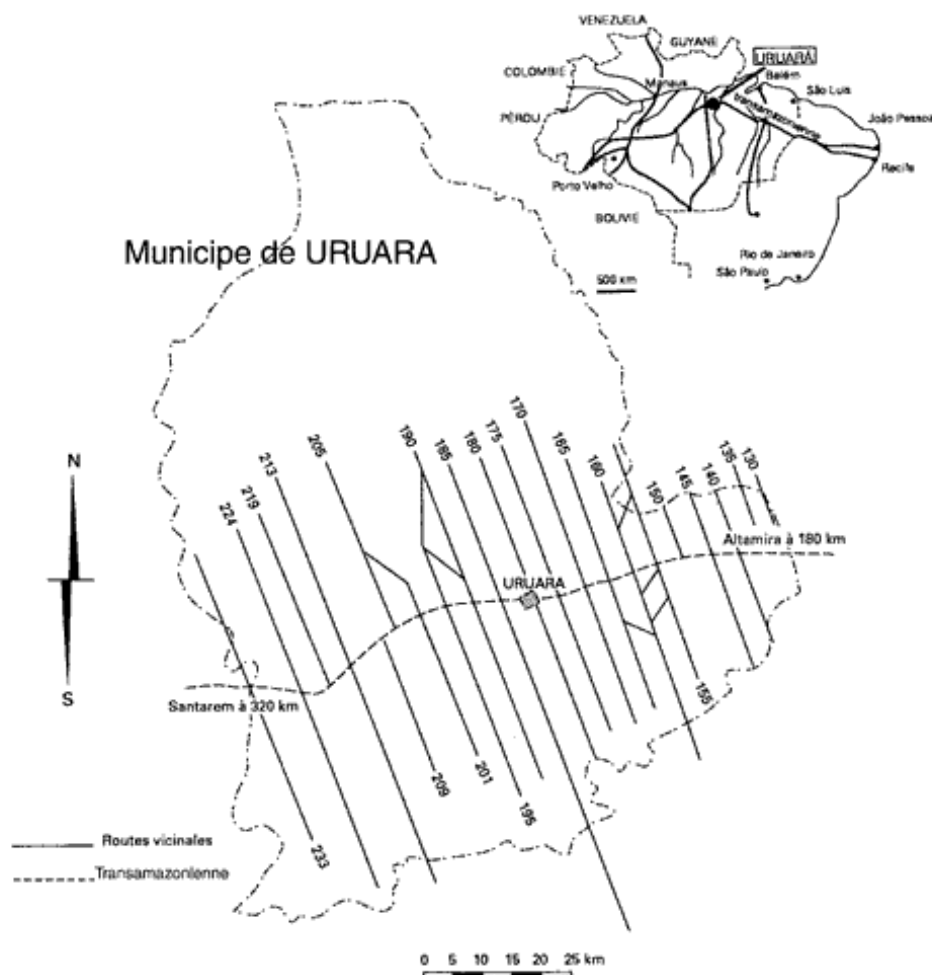
Frontière, migration et environnement en Amazonie

Pagination de l'édition papier : p. 67-82

- 1 La triple association des mots *frontière*, *migration* et *environnement* est inhabituelle, alors qu'associés par deux, ces termes sont significatifs. Le terme *frontière*, associé à celui de migration, est presque un pléonasme puisqu'il n'existe pas de frontière sans migrant. L'écologie moderne est née sur la frontière agricole du Nebraska avec Frédéric Clements (Worster, 1992) et l'Amazonie a été la figure de proue du renouveau écologique de la fin des années quatre-vingts. L'association des termes *environnement* et *migration* a toujours été connotée négativement. Au XIX^e siècle, la crise liée à la monoculture de pomme de terre et à la famine provoque le départ de trois millions d'Irlandais vers l'Amérique. En Europe, la baisse de la mortalité provoque un surpeuplement dans les campagnes et les paysans européens fournissent la main-d'œuvre, qui fait alors défaut aux Amériques depuis l'abolition de l'esclavage. La crise connaît un exutoire grâce à la migration, laquelle, au début du XX^e siècle, offre encore aux migrants une seconde chance : de nouveaux territoires à conquérir pour bâtir un monde meilleur.
- 2 L'Amazonie représente l'ultime frontière d'un mouvement de conquête des nouveaux mondes, initié au XV^e siècle à Venise, après la fermeture de la route de la soie. Durant cinq siècles, cette marche des Européens vers l'Ouest a engendré des catastrophes écologiques et des tragédies humaines de grande envergure. En Amérique, les autochtones ont payé un très lourd tribut : la migration des virus et des microbes européens a anéanti 90 % de la population locale, cent ans à peine après l'arrivée de Christophe Colomb. Les migrations de conquêtes sont toujours porteuses de risques écologiques majeurs ; les hommes n'arrivent pas seuls aux frontières, mais, généralement accompagnés d'une partie de leur environnement (plantes, animaux domestiques, virus et microbes), avec leurs représentations de la nature et leurs modes d'exploitation des ressources naturelles. Le transfert d'une population représente toujours une agression pour l'écosystème récepteur. Le risque est d'autant plus important que le milieu d'arrivée diffère du milieu de départ.
- 3 Au début des années 1970, le gouvernement militaire brésilien, au cri de : « L'Amazonie, une terre sans homme pour des hommes sans terre » dirigeait vers ces « terres libres »¹ des cohortes de paysans du Nordeste et du Sud du Brésil, et assignait ainsi à ses migrants une mission fort claire : « Vaincre l'enfer vert » et défricher la forêt pour construire le Brésil de demain. Deux enquêtes ont été réalisées, en 1986 et 1994, dans la commune d'Uruara², pour étudier la dynamique des populations sur les fronts pionniers. Une relecture des enquêtes

permet aujourd'hui de mesurer l'importance de la rupture qui s'est produite au milieu des années quatre-vingts.

Carte 1 : Carte de situation



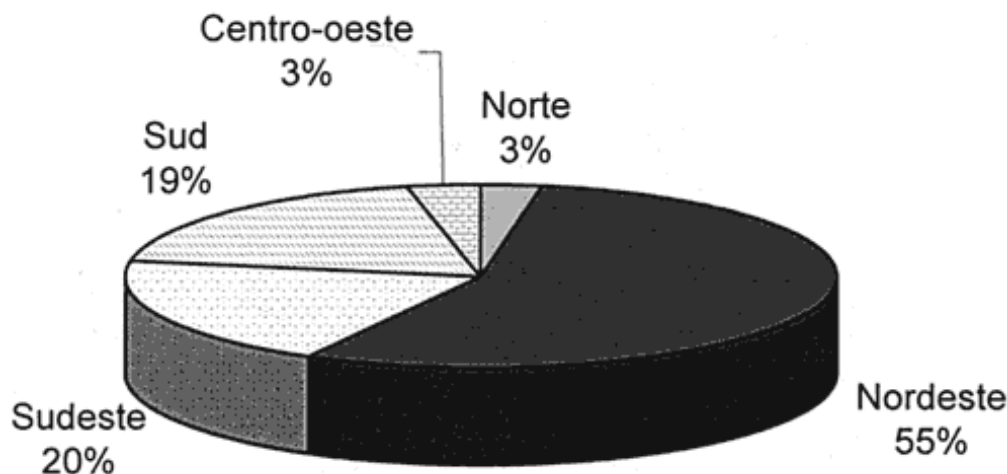
- 4 Le but de la mobilité des hommes ne réside plus simplement dans la conquête de nouvelles terres et la reproduction d'une société paysanne mais dans l'accès à l'urbain et la volonté d'intégrer la société globale. Les rapports des populations à l'environnement en sont bouleversés et de nouvelles territorialités sont en formation.
- 5 Une première partie aborde la phase classique de la colonisation de nouvelles terres et analyse les conséquences, humaines et environnementales, liées à la confrontation brutale d'une population à un milieu inconnu, donc hostile. Dans la deuxième partie, à partir de l'observation des flux migratoires et de l'accélération des mobilités, on tente de décrire les nouvelles relations qui se construisent entre les populations amazoniennes et leur environnement. La dernière partie montre que l'étude des mobilités, d'une part invalide la distinction que l'on peut faire entre populations rurale et urbaine, nous obligeant ainsi à redéfinir des concepts de base, tels la résidence ou l'espace de vie et, d'autre part constitue un point de vue privilégié pour comprendre les nouvelles relations qui s'établissent entre population et environnement.

1970-1988 : un schéma classique : migration de conquête et frontière agricole

Le mythe de la terre libre

- 6 Pour le gouvernement militaire brésilien, le but de la colonisation en Amazonie était double : occuper l'espace amazonien et résoudre les problèmes sociaux du Nordeste (« intégrer à l'économie nationale de larges fractions de la population jusqu'ici éparpillées dans une économie de subsistance, condamnées à la stagnation technologique et à la perpétuation d'un drame social intolérable »³). Les racines profondes de cette misère étaient ancrées dans le système latifundiaire que les militaires ne voulaient pas affronter. Le plan de colonisation prévoyait que 75 % des colons seraient des Nordestins sans terre et que 25 % proviendraient des zones d'agriculture familiale du Sud et du Sudeste. La présence des agriculteurs familiaux du Sud était censée, par amalgame, aider au développement d'une agriculture familiale en Amazonie. Cet objectif ne sera jamais atteint, les Nordestins n'ayant jamais représenté plus de 55 % des migrants. Une grande partie des colons a une expérience nulle ou limitée de la gestion d'une exploitation agricole, 26 % viennent des villes et beaucoup de ruraux sont employés agricoles (Nordeste) ou enfants de jeunes agriculteurs (Sud et Sudeste).
- 7 Les colons originaires du Nordeste étaient, soit des journaliers, soit des métayers totalement soumis aux volontés des grands propriétaires terriens. Leur dépendance, vis-à-vis des patrons, était à la limite de l'esclavage. Le journalier ou le métayer ne peuvent commercer qu'avec le magasin de la *fazenda*⁴ (Geffray, 1995). Le manque de stabilité foncière les amène à privilégier des systèmes de production agricole annuels, sans se préoccuper de la conservation de la fertilité, pas plus que du développement durable de l'exploitation.

Graphique 1 : Région d'origine des immigrants d'Uruara



Source : enquête IRD 1986

- 8 Les colons du Sud, descendants des migrants européens arrivés au début du XX^e siècle, ont des stratégies de reproduction élargie. Au début des années 1970, avec la conquête des dernières terres libres du Parana, les terres manquent au Sud ; ils vont donc saisir l'opportunité de nouvelles terres à défricher au nord. Comme au Sud, ils espèrent, une fois la forêt abattue, trouver des sols riches propices à la culture de céréales et à l'élevage.
- 9 Les terres libres d'Amazonie sont aussi des terres de liberté pour tous les migrants issus de systèmes de production opposés, et d'origines géographiques différentes. Les journaliers et les métayers du Nordeste rêvent d'une terre en pleine propriété, pour échapper enfin au joug des patrons, tandis que, pour les agriculteurs du Sud et leurs enfants, les nouvelles terres leur permettent de maintenir la structure familiale en se reproduisant, et ainsi d'échapper au salariat, considéré comme une perte de liberté (Le Borgne, 1998).

Un front agricole en échec

- 10 L'Institut National de Colonisation et de Réforme Agraire (INCRA) n'avait pas plus de compétences que ces migrants aux savoirs et savoir-faire limités, qui partageaient seulement une totale méconnaissance de la forêt équatoriale humide. En effet, le président de l'INCRA déclarait, en introduction du plan d'installation des trois mille premières familles : « L'absence presque totale de connaissance de la région, à un niveau tout au moins minimum, nécessaire à un projet de cette sorte, fit que l'INCRA, en dépit de cette carence, commença l'installation immédiate des colons et qu'elle est déjà en train d'écrire les directives pour l'orientation du projet » (Brésil, 1972). Le projet élaboré par l'INCRA n'était, en fait, qu'une construction intellectuelle déconnectée de toute réalité locale. Et ce qui devait arriver arriva : malgré d'énormes subventions, l'agriculture alla de crise en crise, sans jamais devenir la base économique du développement régional. Suite aux échecs répétitifs liés aux tentatives de mécanisation, les migrants du Sud qui maîtrisaient la culture attelée lourde et pour certains, la mécanisation, adoptent finalement la culture manuelle sur défriche brûlis. L'amalgame se fit donc, mais par le bas : les colons du Sud finiront par adopter les techniques archaïques de ceux du Nordeste. Les cultures vivrières (riz, maïs, haricot), durant les premières années de la colonisation, connaissent un certain développement, lequel cesse brutalement, en 1976, quand l'État supprime les subventions. Cependant, les plantations de poivre et de cacao, au début des années 1980, portent l'espoir d'un développement agricole, mieux adapté aux réalités du milieu (Hamelin, 1991). Cet espoir disparaît, dès 1988, avec l'apparition de maladies contaminant les plantations et la chute des cours. Seul, l'élevage initialement réservé aux grandes propriétés, permet à certains, de s'enrichir.

Un schéma classique

- 11 La transposition brutale d'un schéma de production et de population dans un écosystème différent, dont le fonctionnement est totalement inconnu, ne peut conduire qu'à un échec coûteux. La principale richesse de l'Amazonie, c'est-à-dire sa forêt, a été totalement ignorée, au point qu'elle représentait même l'ennemi à abattre, tandis que les politiques exaltaient les colons en les appelant les *desbravadores*, les défricheurs, ceux qui allaient vaincre l'enfer vert. Au départ, tous les arbres étaient brûlés sur place, et le bois nécessaire à la construction des maisons fut importé du Sud. C'est seulement au début des années quatre-vingts, qu'apparaissent de petites scieries destinées à exploiter uniquement le bois le plus précieux : l'acajou. Les représentations du milieu naturel des décideurs et des migrants étaient tellement éloignées de la réalité que les quinze premières années de colonisation ont été à peine suffisantes pour que les représentations des colons commencent à s'harmoniser avec la réalité de l'écosystème. Malgré tout, la colonisation n'est pas un échec total, puisque le premier objectif — le peuplement de l'espace amazonien — est atteint. Les problèmes sociaux du Nordeste n'ont pas été résolus, mais partiellement transférés au Nord. La population s'est maintenue, car la frontière demeure porteuse d'espoir en attirant de nouveaux aventuriers, notamment dans le Brésil des années 1980, où la crise est partout aiguë. Nous sommes dans un schéma classique de migration de conquête, où la dure loi de la frontière (malheur aux perdants) fait payer un lourd tribut aux migrants de la première heure ainsi qu'à l'environnement. En 1988, nous avons, d'une part une population qui peu à peu, prend conscience qu'elle ne réalise pas ici ce dont elle avait rêvé ailleurs, et d'autre part un facteur exogène fondamental : le renouveau de l'écologie que l'Amazonie va servir en tant que symbole. La pression écologiste n'aide pas seulement à l'évolution des représentations du milieu par la population, mais connecte celle-ci, brutalement, au monde global. L'Amazonie, qui restait une périphérie marginale et voyait chaque jour s'éloigner l'espoir d'intégrer le Brésil moderne, va passer grâce à l'écologie bien au-delà des frontières nationales, au centre d'enjeux mondiaux. Cette accélération de l'histoire induit et contraint la population d'Uruara à des changements rapides, aussi bien au niveau de leurs représentations, que de leurs pratiques.

1988-2000 : urbanisation, ouverture de l'espace de reproduction sociale et constitution de réseaux familiaux

- 12 L'Amazonie est considérée comme une frontière agricole, et beaucoup d'auteurs (Sawyer, 1986 ; Martine, 1987 ; Becker, 1985) analysent, dès cette époque, l'urbanisation comme étant la conséquence d'un échec du projet gouvernemental de colonisation. L'année 1988 est une date clé, car l'Amazonie devient le symbole de l'écologie renaissante, pour la communauté internationale, et localement, la crise du poivre et du cacao marque la fin de l'espoir d'un développement fondé uniquement sur la production agricole. La population, qui subit de plein fouet une crise économique, se voit, en sus, soudain mise au ban de l'humanité en étant accusée par la communauté internationale, de détruire son patrimoine commun et de compromettre l'avenir des générations futures. Passer ainsi du statut de bâtisseur du Brésil du futur à l'image de l'âne parmi les animaux malades de la peste dans la fable de Jean de la Fontaine... , comme le dit un homme politique local, sera un choc violent. Cette remise en cause brutale, associée à la crise de la production, accélère le passage d'une agriculture paysanne (autour de l'exploitation s'organise toute la vie) à une agriculture entrepreneuriale (l'agriculture n'organise plus la vie de la famille, dont seuls quelques membres en font leur activité principale). La perception du territoire par les populations, de même que leur relation à l'espace, se modifient. Ainsi, à la même question « qu'est-ce qui assurera le mieux l'avenir de vos enfants ? », les deux enquêtes successives menées en 1986 et 1994 sur la population d'Uruara révèlent que 72 % des chefs de famille répondaient « la terre » en 1986, contre seulement 31 % en 1994 ; 52 % des chefs de famille pensent alors, que les études sont le meilleur garant de l'avenir de leurs enfants.

Crise agricole et pressions écologiques

- 13 La crise du cacao et du poivre en Amazonie se produit dans un contexte général de crise économique au Brésil (hyperinflation). Ce contexte interdit aux colons de repartir ailleurs ; ils doivent s'adapter sur place pour pouvoir survivre. L'ensemble des producteurs cesse d'investir dans de nouvelles plantations, et beaucoup d'entre eux reviennent aux cultures vivrières (riz, haricot). Seuls, les producteurs les plus mal situés abandonnent l'agriculture, et viennent tenter leur chance à la ville d'Uruara dans l'espoir de décrocher un emploi à la mairie, créée en 1989 ; les autres mettent en place des systèmes diversifiés (Hamelin, 1992), destinés à assurer un minimum de survie. Les économies portent à la fois sur les investissements et les intrants, mais aussi sur la force de travail : il s'agit là, d'une rupture radicale. Jusqu'alors, les chefs d'exploitations faisaient tout pour retenir leurs enfants sur l'exploitation (par l'attribution de bétails, de terres, de parts de récolte), tandis qu'à partir de la fin des années 1980, ils les encouragent à chercher du travail afin de pouvoir assurer des revenus monétaires à la famille.
- 14 Ainsi les familles paysannes, mises en danger par les pressions écologiques et par la crise économique, changent de stratégie. Leurs représentations et leurs rapports évoluent rapidement. La terre n'est plus une condition de liberté, et devient une source de revenus économiques parmi d'autres. La ville, dont la croissance s'accélère, exerce un véritable pouvoir d'attraction ; la création du *município*⁵ et le développement des scieries, offrent des opportunités d'emplois.
- 15 Cette transformation de la société locale se révèle, à la fois, par le changement d'opinion des parents concernant l'avenir de leurs enfants et par la croissance urbaine. L'étude des mouvements migratoires vers la ville témoigne de l'ampleur du phénomène (voir tableau 1). La majorité (68 sur 108 [cf. tableau 1]) des chefs de famille qui s'installent en ville avant 1986 arrivent directement de leur lieu d'origine, et (66 sur 108 *ibid.*) ont déjà une expérience

urbaine ; à partir de 1986, ils sont seulement (21 sur 206 *ibid.*) à arriver directement, et seuls 90 sur 206 (*ibid.*), ont eu une expérience urbaine antérieure.

Tableau 1 : Modalités d'installation en ville selon la date et leur résidence d'origine

		Résidence au lieu d'origine		Total
		urbaine	rurale	
Installation en ville avant 1986	Direct	45	23	68
	Après passage en milieu rural	21	19	40
	Total	66	42	108
Installation en ville entre 1986 et 1994	direct	21	16	37
	Après passage en milieu rural	69	100	169
	Total	90	116	206

Sources : enquêtes IRD 1986 et 1994.

Vivre en ville et travailler à la campagne

- 16 Ville et campagne, avant 1986, avaient des fonctions nettement différenciées : commerciales pour Uruara (gros bourg d'environ 4000 habitants en 1986) et de production agricole pour la zone rurale. Chaque entité drainait son propre flux de migrants. La ville attirait les migrants d'origine urbaine (tableau 1) qui venaient y faire du commerce (tableau 2). À partir de 1986, la croissance urbaine (environ 11 500 habitants en 1994) n'est plus le fait de migrants d'origines lointaines, mais celui de la migration des ruraux en provenance des zones rurales environnantes. Avant 1986, seules, 16 % des personnes arrivées en ville ont passé plus de six ans en zone rurale ; après 1985, 66 % y ont séjourné plus de six ans (dont 47 % plus de 15 ans) avant de rejoindre la ville.
- 17 L'installation en ville n'est pas forcément associée à un échec, pour ceux qui quittent la zone rurale. Les mobilités locales sont plus importantes après 1986, quand la croissance de la ville s'accélère. Les deux phénomènes sont interdépendants. La forte rentabilité des plantations de poivre et de cacao entre 1985 et 1987 (Hamelin, 1991) est à l'origine d'une forte croissance urbaine : les pharmacies passent de deux à treize, deux banques ouvrent des succursales, et le commerce, en général, connaît une croissance extraordinaire.

Tableau 2 : Branche d'activité actuelle et date d'arrivée en ville pour les migrants arrivés premièrement en zone rurale

	Date d'arrivée en ville					
	avant 1986		à partir de 1986		Total	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Agriculture	7	17,5	44	26,0	51	24,4
Bois	6	15,0	30	17,8	36	17,2
Commerce	10	25,0	19	11,2	29	13,9
Éducation	1	2,5	12	7,1	13	6,2
Service	10	25,0	50	29,6	60	28,7
Inactif	6	15,0	14	8,3	20	9,6
Total	40	100	169	100	209	100

Sources : enquêtes IRD 1986 et 1994.

- 18 Quand la crise survient, la ville continue à croître, malgré tout. Le développement des scieries et la création du municé créent des emplois qui attirent les ruraux. La croissance et le développement de la ville en elle-même (services de santé, éducation, électricité ...) attirent aussi des ruraux qui, soit, veulent profiter d'un meilleur confort sans changer d'occupation, soit, espèrent trouver en ville de meilleures conditions de survie. Le tableau 2 montre bien que les trajectoires des ruraux qui arrivent en ville sont assez différentes :
- 19 – Un quart demeure dans l'agriculture et ne change donc pas d'activité. Leur venue en ville est plutôt un signe de réussite, puisque plus de 75 % sont propriétaires de terres (tableau 3). Ils viennent en ville, car ils y trouvent plus de confort : leurs enfants peuvent aller à l'école, leur

conjoint peut ouvrir un commerce ou trouver un emploi, et tous peuvent profiter des services qu'offre la ville.

- 20 – D'autres préfèrent abandonner leur terre au profit d'un emploi salarié dans les scieries, puisque le mythe de la terre de liberté est supplanté par les attraits de la ville.
- 21 – Le commerce correspond au rêve de la fortune rapide, et s'il était facile de s'installer quand il n'existait pratiquement rien, il en va différemment après 1988, lorsque la récession accroît la difficulté d'ouvrir de nouveaux commerces. Il y a toujours eu un consensus pour appuyer très fortement le développement de l'éducation, mais il a toujours été très difficile de faire venir des professeurs de l'extérieur ; cependant, un effort constant de formation a permis à quelques femmes ou enfants d'agriculteurs qui ont reçu une formation de base de devenir professeurs. Le salaire permet bien souvent l'installation de la famille en ville.
- 22 – Avoir coupé les cheveux à ses enfants, travaillé trois jours à la construction de la maison du cousin, ou encore, savoir bricoler le moteur d'une voiture, équivaut à un CAP pour s'installer comme artisan, dans un lieu en pleine croissance, là où les personnes qualifiées font défaut. Les plus chanceux deviennent leur propre patron, les autres, au mieux, se salarient comme manœuvres, ou s'emploient au gré de la demande à la journée.

Tableau 3 : Branche d'activité et statut du chef de famille à Uruara

	Patron ou travailleur indépendant		Salarié		Journalier travailleur à tâche		Total		Total
	Direct	Par rural	Direct	Par rural	Direct	Par rural	Direct	Par rural	
Agriculture	32	39		2	3	10	35 34 %	51 27 %	86 29 %
Bois	6	8	10	27		1	16 15 %	36 19 %	52 18 %
Commerce	17	27	3	2			20 19 %	29 15 %	49 17 %
Service	8	26	23	32	2	15	33 32 %	73 39 %	106 36 %
Total	63 61 %	100 53 %	36 35 %	63 33 %	5 5 %	26 14 %	104	189	293

Sources : enquêtes IRD 1986 et 1994.

- 23 – L'instauration par l'État brésilien d'une retraite agricole (à partir de 65 ans pour les hommes, et de 60 ans pour les femmes) permet à quelques agriculteurs âgés de venir s'installer en ville, où souvent, ils accueillent leurs petits-enfants qui poursuivent des études secondaires.
- 24 Les ruraux viennent en ville, parce qu'ils ont réussi, ou parce qu'ils ont échoué. La venue en ville correspond, soit à un changement d'activité, soit à un simple changement de résidence avec poursuite de l'activité antérieure. Quand la production agricole croît, la population urbaine croît, quand elle est en crise la population urbaine croît encore ! Les mobilités entre le rural et l'urbain ne sont pas seulement médiatisées par des relations économiques, mais bien déterminées par les aspirations urbaines des ruraux. Quand les études, et non la terre, doivent assurer l'avenir des enfants, c'est bien que les paysans ont disparu ! En Amazonie, des conditions de vie très difficiles, limitent encore cette urbanisation. Au Mato Grosso, dans les zones de production céréalière intensive, les taux d'urbanisation dépassent 95 % (Le Borgne, 1997). Au Chili, dans la province du Limari, le développement de la fruiticulture d'exportation a entraîné une croissance du nombre des actifs agricoles, mais seulement dans la capitale de la province Ovalle (60 000 habitants) (Pouget, 1996).

Les mobilités : une entrée privilégiée pour l'étude des relations population/environnement

- 25 À Uruara, vivre en dehors de la ville, revient à être privé d'éducation secondaire, de moyens de communication (pas d'électricité donc, ni téléphone, ni télévision), et, l'habitat dispersé ne

favorise pas les relations sociales. Sur une carte du *município*, il est facile de tracer une frontière entre le rural et l'urbain. La catégorisation est simple, si les individus ne sont pas mobiles. Les enquêtes de 1986 et 1994 situent les individus dans l'espace, selon le critère classique de résidence habituelle. En 1994, nous avons dû adapter les consignes aux enquêteurs pour détecter les doubles comptes. Quand le père déclare l'ensemble de la famille comme vivant à la ferme, et que la mère, interrogée en ville, dans l'autre résidence familiale, fait de même, nous sommes amenés, soit, à regrouper toute la famille au lieu de résidence urbaine, quand les membres de la famille qui travaillent sur l'exploitation rentrent tous les jours, ou au moins plusieurs fois par semaine⁶, soit, à éclater les familles, quand elles dorment sur place la plupart du temps.

26 Granchamp (2001), dans sa thèse, a créé une typologie des familles en fonction de leurs lieux de résidence et d'activités, ainsi que des liens de solidarité. De sa typologie détaillée, nous pouvons retenir quatre grands types d'organisation familiale :

27 *Bipolarité complète* : La famille a deux lieux habituels de résidence et deux lieux habituels d'activité. C'est ce type de famille qui a posé des problèmes de double compte lors de l'enquête.

28 *Famille multipolaire* : la « famille en réseau ». Il s'agit là de familles composées de plusieurs cellules, au sein desquelles il existe une intense circulation des personnes, de biens et de services, et dont au moins une cellule réside en ville.

29 *Résidence urbaine et bipolarité de l'activité* : Cette catégorie peut être subdivisée en 2 sous-types selon que l'activité principale est agricole ou urbaine.

30 *Monopolarité complète* : La famille concentre sa résidence et son activité, soit à la ville, soit à la campagne. Cette monopolarité est souvent transitoire : la famille peut résider en milieu rural ou urbain, au gré des opportunités d'emploi, et devient multipolaire lorsque les enfants ont besoin d'étudier en ville.

31 Si nous prenons en compte cette typologie, nous nous rendons compte qu'il est impossible de classer les individus de manière simple entre urbains et ruraux, car une grande majorité de la population a, à la fois, un pied en ville et un pied à la campagne. Le mode de vie paysan a disparu et tous aspirent à devenir urbains. Pour pouvoir décrire ces nouveaux modes d'organisation familiale, le concept de résidence doit être redéfini, et le concept d'espace de vie, dans le temps et dans l'espace, doit être précisé.

Urbain ou rural : une distinction qui perd son sens

32 Le débat épistémologique sur la qualification de ces agglomérations engendré par le processus de colonisation est encore très controversé, aujourd'hui, en Amazonie. Dès la fin des années 1970, B. Becker (1978) voyait dans les bourgs ruraux le premier maillon de la chaîne urbaine. Au contraire, J. Hébert (in Granchamp 2001, 1996) se refuse toujours à considérer ces agglomérations comme étant urbaines : « *Au bout des chemins ruraux, on rencontre de grosses agglomérations difformes que l'on s'entête à appeler villes, mais où la reproduction physique des familles se fait au détriment de leur reproduction sociale, en échange de quelques bribes d'une modernité factice* ». Le terme de « ville » employé pour Uruara, ne qualifie pas le regroupement de 11 000 personnes sans une rue asphaltée, sans réseau d'eau potable, sans égout, et où la fourniture d'électricité est assurée de façon précaire 16 heures par jour ; ni même, parce qu'on y rencontre plus de 3 000 personnes scolarisées, un hôpital, un poste de police, un juge, une mairie, une troupe de théâtre, le téléphone et un serveur internet ... Uruara est une ville, parce qu'elle est ainsi perçue et qualifiée par ses habitants! Les agriculteurs, qui installent leur résidence familiale à Uruara, et qui font tous les jours 40 kilomètres pour aller travailler leur terre, justifient ainsi le lourd investissement que représente l'achat d'une maison en ville.

33 L'agriculteur qui réside en ville, voit les terres de son exploitation comme étant un support de production économique, et non plus comme une base de sa reproduction sociale. Il privilégie la rentabilité économique de sa production, et néglige tous les aménagements susceptibles d'en faire un cadre de vie agréable. Pour le commerçant qui investit son épargne dans de la terre, la rentabilité à court terme de son investissement sera bien souvent son unique objectif.

Les termes « urbain » et « urbanisation » ne sont pas employés ici pour décrire des modes de vie, dont le temps est rythmé par des horaires que les travailleurs ne maîtrisent pas, ainsi que l'espace éclaté entre lieu de résidence, de travail, de loisirs et de sociabilité, mais beaucoup plus, pour marquer la rupture avec le mode de vie paysan. Il s'agit là, d'une rupture profonde où le foncier n'est plus la base primordiale de la reproduction des familles. L'agriculture n'est plus qu'une activité économique parmi d'autres, dans laquelle les membres de la famille investissent leur force de travail et leurs savoirs.

- 34 Quand il devient impossible de distinguer population rurale de population urbaine, il devient aussi difficile de séparer radicalement les espaces naturels (les campagnes) des espaces totalement anthropisés (les villes). Les sociétés paysannes se doivent d'assurer un développement durable à leur terroir qui constituait leur unique espace de vie. Dans une société où espace économique et espace résidentiel sont dissociés, et où les mobilités sont aisées, il n'y a plus que le droit, qui soit en mesure de réguler l'usage des espaces naturels.

Résidence et espace de vie

- 35 Aujourd'hui, connaître la résidence principale d'un individu ne nous permet plus de savoir où il travaille, où il passe ses fins de semaine et ses vacances, ni même de savoir s'il vit avec sa famille. La notion de résidence n'est plus suffisante pour situer, dans le territoire, un individu dont l'espace de vie est organisé en réseau. L'homme mobile occupe simultanément plusieurs espaces. Selon la durée de la période (une journée, une semaine, un mois ou une année), l'espace de vie est composé de différents lieux qui sont inclus dans un ou plusieurs territoires. Il devient donc difficile de compter les hommes. Les compter, selon les périodes et les différents lieux qu'ils occupent, permettrait d'obtenir une « densité d'occupation » des territoires. L'homme perçoit différemment son environnement, selon qu'il est sur son lieu de résidence, ou sur son lieu de travail. Les critères de choix, pour sa résidence de vie active, sont différents de ceux de sa résidence de loisirs. Il n'y a plus de perception globale de l'environnement : chacun perçoit l'environnement d'un lieu, conformément à la fonctionnalité qu'il attribue à ce lieu. Comme tous n'attribuent pas la même fonctionnalité à un lieu identique, cela génère des conflits d'usage. En Amazonie, ceci est flagrant : entre la perception d'une Amazonie — poumon du monde des écologistes internationaux — et celle d'une terre nourricière des habitants locaux, il y a un vrai conflit. Sur un même territoire, s'affrontent des perceptions très différentes de l'environnement.

- 36 Ce n'est qu'en croisant densité d'occupation avec les fonctionnalités exploitées d'un territoire, que l'on peut calculer la charge de ce territoire, et nous nous apercevons alors que la « capacité de charge » d'un territoire (human carrying capacity) dépend bien plus des activités qui y sont développées que du nombre absolu des hommes qui l'occupent.

Changement de société et risques d'exclusion

- 37 Le renouveau de l'écologie, à la fin des années 1980, a été le facteur d'intégration de l'Amazonie à la société globale. Les communes éparpillées le long de la Transamazonienne⁷, devenue une mauvaise piste souvent coupée en saison des pluies, se sont retrouvées au cœur du débat mondial et de la conférence de Rio en 1992. Il ne suffit pas qu'un territoire soit relié à la globalité pour que l'ensemble de ses habitants en bénéficie. À Uruara, devenir urbain constitue la seule chance de participer à la société globale. En trente ans, il y a eu une rupture profonde dans la société pionnière en Amazonie. Les migrants du Sud et du Nordeste, qui étaient partis conquérir de nouvelles terres pour pouvoir reproduire une société paysanne, s'urbanisent rapidement. Ils étaient attachés à leurs terres, et bougeaient seulement une fois devenus trop nombreux pour en conquérir de nouvelles. Aujourd'hui, ils vont et viennent entre ville et campagne au gré des opportunités. Cette mobilité des hommes et de l'information conduit à une transformation de leur représentation de l'environnement. Les habitants d'Uruara ont pris, à la fois, conscience que leurs activités productrices pouvaient avoir des conséquences sur l'équilibre de la planète, et que leur propriété, leur terre à eux, n'était plus un espace suffisant pour appartenir au monde. Ils doivent donc créer de nouvelles formes d'appropriation de territoires, de nouvelles relations à leur environnement. Cette rupture observée sur l'ultime frontière du monde est générale : c'est la fin de la civilisation agricole née il y a 10 000 ans.

En introduction de son livre, Appadurai (2001) fait, de son point de vue d'anthropologue, la même analyse : « *La théorie de la rupture qui sous-tend l'ensemble de cet ouvrage repose essentiellement sur deux éléments distinctifs interconnectés : les médias et les déplacements de population* ».

38 Cette unification des modes de vie laisse à penser que la gestion et la résolution des problèmes environnementaux seront plus faciles, puisque l'ensemble des populations en aura la même perception. Mais, d'un autre côté, la disparition des populations, directement en prise avec leur milieu naturel, mettra celui-ci en danger, si le droit ne vient pas en réguler l'usage. Et, si on élabore la même hypothèse qu'Appadurai (ibid.) : « *Les mobilités et l'information renversent les théories fondées sur la prééminence de l'État-nation, défini comme l'arbitre suprême des changements sociaux décisifs* », on peut redouter que les nouvelles formes d'appropriation des territoires, sans arbitre clairement identifié, génèrent des conflits très dommageables pour l'environnement.

39 À Uruara, où il est très facile de tracer géographiquement une limite entre ville et campagne, l'intense circulation des individus dans les réseaux familiaux rend aléatoire toute classification de la population en deux catégories : urbaine et rurale. En France, dans les zones d'influence des grandes agglomérations, les moyens de communication permettent aux travailleurs urbains d'installer leur résidence à la campagne : c'est la campagne qui s'urbanise. Au Chili, quand il existe un minimum de services (école, poste de santé, électricité, téléphone) au sein d'un environnement agréable à vivre, la migration des jeunes adultes vers le travail ne met pas forcément la survie de la communauté en danger. Les petits-enfants sont confiés aux grands-parents, et l'on revient prendre sa retraite dans sa communauté d'origine (Hamelin, 2000). Il existe différentes voies, pour que les individus s'intègrent au processus de mondialisation. À Uruara, les « inclus » sont tous ceux qui ont compris, que se déclarer écologiste respectueux de l'environnement, permettait de récupérer quelques miettes des projets que les nations riches avaient mis en place après Rio 92 ; que, pour le futur de leurs enfants, il était plus important d'acquérir une bonne formation scolaire, plutôt que de vastes terres. Mais, ce système laisse sur le bord du chemin de nombreuses familles, qui se sont enfoncées trop loin dans la forêt, là où la mule reste le seul moyen de transport. Elles sont exclues du système, ne produisent plus que pour survivre, et leurs enfants demeurent analphabètes, faute d'école. Parmi les habitants de la « Baixada fluminense » quartier périphérique d'Uruara, il y a aussi des exclus, car pauvreté économique, absence de liens sociaux et déracinement culturel se conjuguent pour exclure les familles qui sont contraintes de mettre leurs enfants sur le marché du travail.

Conclusion

40 Aujourd'hui, si la distinction entre population rurale et population urbaine a presque disparu, en revanche, on constate une opposition croissante entre les « inclus » dans la société globale et les exclus de cette société qui restent en marge de la modernité et du développement.

41 Sur les trois milliards de ruraux que compte notre planète, seuls, cent millions vivent dans les pays développés (FAO 2000). Les deux milliards et demi de ruraux, qui dépendent de l'agriculture manuelle ou attelée, sont menacés d'exclusion par l'accélération du développement de l'agriculture moto-mécanisée, provoquée par les traités de libres échanges commerciaux (Hamelin, 2001). Le grand défi des prochaines années consistera à offrir à ces populations un minimum de services, afin qu'elles puissent intégrer la globalité sans avoir à se déplacer en masse vers les métropoles. Il faut urbaniser les campagnes, à défaut de quoi, les villes actuelles deviendront invivables. Aux trois milliards d'hommes supplémentaires, qui arriveront sur cette terre d'ici 2050, et qui résideront majoritairement en ville, il est impossible d'ajouter le transfert de 2,5 milliards de ruraux vers les villes.

42 Si, seuls quelques territoires privilégiés continuent d'accumuler toutes les richesses, aucune frontière, aucun barrage, aucun mur n'arrêtera la marée des exclus. Les mégapoles franchiront les limites de leur capacité de charge et les espaces naturels seront livrés, sans contrôle, à quelques entreprises multinationales faisant de notre planète un endroit invivable.

43 Avec la fin de la transition démographique (le peuplement d'un territoire dépend principalement de son taux d'accroissement naturel et de son taux de fécondité), les migrations

et les mobilités deviennent les agents primordiaux de la distribution spatiale des populations et de l'organisation des territoires. Mobilité et environnement sont indissociables : Les mobilités créent de nouvelles formes d'occupation de l'espace et engendrent donc de nouvelles relations entre l'homme et son environnement. La mobilité des hommes est un atout : Elle favorise le croisement des cultures, l'apprentissage de la vie collective, et le partage des valeurs communes, tout en conservant leur identité propre. Comme il semble impossible d'endiguer la demande de mobilité, la seule solution consiste à élargir l'offre de lieux, par un aménagement équitable des territoires susceptibles de contribuer à la préservation des équilibres environnementaux.

Bibliographie

APPADURAI Arjun (2001) *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, Paris, 322 p.

BECKER Bertha (1978) Uma hipótese sobre a origem do fenômeno urbano, uma fronteira de recursos no Brasil. *Revista Brasileira de Geografia*, 40, pp. 111-122.

BECKER Bertha (1985) Fronteira e urbanização repensadas. *Revista Brasileira de Geografia*, 47, pp. 357-371.

BRESIL, Ministerio de la agricultura (1972) *Altamira I*, 236 p.

FAO 2000 Base de données du site web

GEFFRAY Christian (1995) *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne : essai sur l'exploitation paternalisme*, Karthala, Paris, 158 p

GRANCHAMP FLORENTINO Laurence (2001) *Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rurale-urbaine : la Transamazonienne à l'ouest d'Altamira* (Pará, Brésil), EHESS, 396 p.

HAMELIN Philippe (1991) Du riz au cacao sur la Transamazonienne, Brésil, in Georges Dupré éd., *Savoirs paysans et développement*, Paris, Karthala / Orstom, pp. 363-380.

HAMELIN Philippe (1992) Mutations au Brésil vues d'Amazonie, in Dureau Françoise, Quesnel, André Éd., *Recompositions sociales en Amérique latine : deuxième partie, Cahiers des Sciences Humaines* (FRA), 1992, Vol. 28, N° 4, pp. 727-748.

HAMELIN Philippe (2000) Peuplement et territoire, séminaire *Peut-on lire le territoire ?*, Tours 9-10 novembre 2000, 14 p.

HAMELIN Philippe (2001) De la production agricole au développement rural : la transformation des espaces ruraux, in Contribution détaillée pour la France, Pays du Sud, États émergents, Ministère de l'emploi et de la solidarité et ministère des affaires étrangères, *34^{ème} session de la commission de la population et du développement de l'ONU : Population, environnement et développement*, pp. 43-50.

LE BORGNE-DAVID Anne (1998) *Les migrations paysannes du sud-Brésil vers l'Amazonie*, l'Harmattan, Paris 220 p.

MARTINE, G. (1987) Exodo rural, concentração urbana e fronteira agrícola, in G. Martine et R. Garun (org.), *Os impactos sociais da modernização agrícola*, São Paulo, Caetés, pp. 59-79.

POUGET M. J. et. Ali (1996) *Ambiente arido y desarrollo sustentable. La provincia de Limari*, Universidad de Chile-ORSTOM, Santiago ; 96 p.

SAWYER, Donald (1986) Urbanização da fronteira agrícola no Brasil », in L. Lavinias (org.), *A urbanização da Fronteira*, vol 2, Rio de Janeiro, Publipur/ufirj, pp. 43-57.

WORSTER Donald (1992) *Les pionniers de l'écologie* ; Édition Sang de la terre, Paris, (Original : *Nature's Economy* ; Cambridge University Press, 1985).

Notes

1 -Des groupes de chasseurs cueilleurs vivaient dans les forêts qui furent défrichées lors de la colonisation

2 -La commune d'Uruara est située à 180 kilomètres à l'ouest de la ville d'Altamira qui était le centre du premier projet de colonisation agricole le long de la transamazonienne. La commune

a une superficie de 10 000 km² et s'étend de chaque côté de la transamazonienne sur 120 kilomètres.

3 Brasil Presidência da República, metas e bases para Ação do Governo, Sept. 1970, p 31.

4 Très grande propriété agricole

5 La plus petite division administrative et politique du Brésil qui n'en compte que deux autres, les États qui forment la Fédération. Le municiple peut être comparé au comté des États-Unis.

6 -Parfois, les membres de la famille résidant en ville venaient passer les fins de semaine à la propriété.

7 -Les généraux brésiliens, lors de l'inauguration de la Transamazonienne, déclaraient, en 1972, que c'était la seule œuvre humaine, avec la grande muraille de Chine, visible de la lune.

Pour citer cet article

Référence électronique

Philippe Hamelin, « Frontière, migration et environnement en Amazonie », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 18 - n°2 | 2002, mis en ligne le 09 juin 2006, consulté le 11 février 2012. URL : <http://remi.revues.org/1639> ; DOI : 10.4000/remi.1639

Référence papier

Philippe Hamelin, « Frontière, migration et environnement en Amazonie », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 18 - n°2 | 2002, 67-82.

À propos de l'auteur

Philippe Hamelin

Ingénieur de recherche en démographie, IRD centre de recherche d'Île de France, 32, avenue Henri Varagnat, F- 93143 Bondy.

Droits d'auteur

© Université de Poitiers

Résumé / Abstract / Resumen

La grande mobilité actuelle des hommes, dans le temps et dans l'espace, crée de nouvelles formes d'occupation de l'espace. Celles-ci génèrent donc de nouvelles relations entre l'homme et son environnement. À partir de la relecture de deux enquêtes, menées sur le peuplement des fronts pionniers en Amazonie brésilienne, on montrera comment le passage d'une migration classique à une circulation intense des individus bouleverse complètement la relation à l'environnement des populations. Les mobilités engendrent de nouvelles territorialités complexes où les conflits d'usage risquent de devenir nombreux. On assiste à la disparition du paysan, ancré dans son terroir, symbole de la civilisation agricole, et à l'émergence d'une nouvelle civilisation qualifiée d'urbaine par défaut.

Mots clés : frontière, environnement, front pionnier, espace rural, peuplement, territorialité

Frontier, Migration and Environment in the Amazon Basin. -- Current wide-scale human mobility in time and space creates new forms of spatial occupation. These in turn generate new relationships between man and his environment. Examining two studies on the settlement of pioneer frontiers in the Brazilian Amazon, we will demonstrate how the transition from classic migration to an intense circulation of individuals has disrupted the relationship between the human populations and the environment. Increased human mobility creates complex new

territorialities in which land use conflicts are likely to multiply. Presently, we are witnessing the disappearance of the rural farmer, who had come to symbolise agricultural civilisation, and the emergence of a new civilisation that can only be qualified as urban.

Frontera, migración y medio ambiente en el Amazonas. -- La gran movilidad actual de los hombres, en el tiempo y en el espacio, crea nuevas formas de ocupación del espacio. Éstas generan nuevas relaciones entre el hombre y su medio ambiente. La relectura de dos investigaciones, realizadas sobre el asentamiento de los frentes pioneros en el Amazonas brasileño, pone en evidencia la conexión entre la movilidad de los hombres y el medio ambiente. El paso de una migración clásica a una circulación intensa de los individuos cambia completamente la relación al medio ambiente de las poblaciones. Las moviidades generan nuevas territorialidades complejas donde los conflictos de uso corren el riesgo de ser numerosos. De hecho se asiste a la desaparición del campesino afianzado en su tierra, símbolo de la civilización agrícola, y a la aparición de una nueva civilización calificada de urbana por defecto.

Entrées d'index

Index géographique : Amazonie